

Intimidations contre les sept chefs frondeurs

Congo-Kinshasa L'armée investit les domiciles des frondeurs de la majorité.

Ils ont demandé qu'on discute la ligne suivie; on leur a envoyé l'armée", résume un observateur congolais au lendemain de l'arrestation des gardes du corps des sept chefs de partis de la majorité présidentielle qui, au début de la semaine (voir "La Libre" 16 septembre, <http://bit.ly/1JbHXtz>), ont mis en garde contre la "stratégie suicidaire" du régime. Dans une lettre ouverte, ils avaient demandé au président Kabila de respecter la Constitution – donc de ne pas tenter de rester au pouvoir au-delà du terme de son mandat, fin 2016 – et de tenir d'abord les élections les plus urgentes, dont la présidentielle, pour éviter de dépasser les délais légaux.

Jeudi soir, les domiciles des sept chefs de partis ont reçu chacun la visite d'une "vingtaine" de militaires et policiers, plus ou moins brutaux selon les cas. Ceux-ci ont arrêté les gardes du corps des politiciens, "policiers détachés", selon un des signataires, José Endundo, joint par téléphone. "Ils ont été libérés vendredi matin, mais leurs armes ont été confisquées."

Kabila bande les muscles

Un fils de M. Endundo, qui travaillait au cabinet du ministre du Plan Olivier Kamitatu – un des sept frondeurs, révoqué mercredi par le président Kabila – était détenu vendredi par l'ANR (Agence nationale de renseignements) "sans explication", a poursuivi notre interlocuteur.

Dans le cas de Christophe Lutundula, un autre des signataires, outre son domicile à Kinshasa, une radio lui appartenant a également été investie à Katakombé, dans le Sankuru (Kasaï oriental), son territoire d'origine. Tout le matériel professionnel a été réquisitionné par l'ANR et em-

mené.

Les sept frondeurs voient dans ces actions "des intimidations", a indiqué M. Endundo, "dans le but d'empêcher d'autres personnes de nous rejoindre". Mercredi, le Bureau politique de la majorité présidentielle, après avoir exclu les sept frondeurs, avait demandé à tous les parlementaires membres des bureaux des deux chambres, ainsi qu'à tous les ministres dont les partis sont représentés dans le groupe des frondeurs, de désavouer publiquement les signataires de la lettre ouverte à Joseph Kabila ou de démissionner. Les sept chefs de parti ont décidé, quant à eux, de se réunir en plateforme politique. "Joseph Kabila montre ses muscles pour à la fois prévenir ses alliés et intimider l'opinion", analyse le politologue Jean Omasombo, interrogé par "La Libre Belgique".

Plusieurs sources s'accordent à estimer que les dernières manœuvres du pouvoir pour retarder les élections – et tenter de prolonger ainsi indéfiniment le mandat du président Kabila – ont créé beaucoup d'inquiétude et de mécontentement au sein de la population et même des forces armées.

Budgets pour 2015 non libérés fin août

"Pour punir deux membres katangais de la majorité qui se montraient rétifs"

(le gouverneur Moïse Katumbi et le président de l'assemblée provinciale Gabriel Kyungu qui, fin 2014, avaient pris leurs distances avec les projets destinés à prolonger le Président au pouvoir), note ainsi un observateur congolais, "Joseph Kabila s'est aliéné tout le Katanga et même d'autres provinces en lançant le démembrement des provinces sans préparation".

Ce dernier, non budgétisé, a créé un chaos administratif à l'origine de l'appel des sept partis frondeurs. Ce chaos ajoute aux difficultés des fonctionnaires dans un Etat qui ne réussit à recouvrer que

la moitié des recettes prévues.

Selon le président du Sénat, Léon Kengo wa Dondo, "l'exécution du budget 2015 se traduit par un faible taux de réalisation, soit 31 % des ressources prévues dans la loi de finances". Certaines entreprises publiques n'avaient toujours pas reçu, fin août, leur budget pour 2015.

Le journal kinois "Le Phare" se demandait cette semaine si les entreprises publiques et l'administration territoriale n'allaient pas faire, elles aussi, l'objet d'une "purge" destinée à éjecter tous les fidèles des sept partis frondeurs de la majorité.

Et d'aucuns de s'étonner que la majorité présidentielle, qui s'échine à organiser "un dialogue" avec l'opposition (et que celle-ci dénonce comme une tentative de contourner les procédures légales et les élections) refuse d'en tenir un en son sein avec ceux de ses membres qui le demandent.

Marie-France Cros

Et d'aucuns de s'étonner que la majorité présidentielle, qui s'échine à organiser "un dialogue" avec l'opposition, refuse d'en tenir un en son sein avec ceux de ses membres qui le demandent.